

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

262 | 2011

La dissuasion nucléaire

Quelle stratégie nucléaire pour la France ?

L'armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'OTAN (1962-1966)

Aurélien Poilbout



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7191>

ISBN : 978-2-8218-0536-1

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2011

Pagination : 46-53

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Aurélien Poilbout, « Quelle stratégie nucléaire pour la France ? », *Revue historique des armées* [En ligne], 262 | 2011, mis en ligne le 14 mars 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7191>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Quelle stratégie nucléaire pour la France ?

L'armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'OTAN (1962-1966)

Aurélien Poilbout

- 1 L'opération de Suez, en novembre 1956, véritable succès sur le plan militaire, s'achève par un désastre diplomatique. Face à l'ultimatum soviétique, la France et le Royaume-Uni perdent le soutien des États-Unis. Le constat est brutal pour les Français : une opération militaire ne peut être déclenchée impunément sans l'accord explicite des deux Grands. Ce choc psychologique engendre la décision des dirigeants français, dont Pierre Mendès France, de doter le pays d'une arme nucléaire qu'ils estiment être le seul moyen de garantir l'indépendance stratégique de la France. Mais la manière de s'en équiper et le cadre stratégique pour l'employer restent deux défis fondamentaux. L'éventualité d'une collaboration avec l'Allemagne et l'Italie, un temps envisagée ¹, est écartée avec l'arrivée du général de Gaulle et la construction d'une bombe française. Mais alors, une bombe nucléaire nationale semblerait incompatible avec l'intégration de la France dans l'OTAN. Une question stratégique s'impose : comment la France peut-elle concilier son autonomie de décision politique avec les plans de l'OTAN qui engagent la nation ?
- 2 Au début des années 1960, l'armée de l'Air, tout juste sortie de la guerre d'Algérie, devient le premier vecteur de l'arme nucléaire. Elle se place alors au cœur du débat sur l'orientation du nucléaire militaire en France. En 1964, l'armée de l'Air se prépare à accueillir le *Mirage IV*, armé de la bombe atomique nationale, au sein des forces aériennes stratégiques (FAS). Néanmoins, elle participait déjà depuis plusieurs années à la contre-offensive aérienne atomique de l'OTAN. Des escadrons français, membres des forces aériennes tactiques (FATAC), intégrées dans l'OTAN, avaient pour mission de larguer des bombes nucléaires tactiques américaines suivant l'ordre de bataille défini par les états-majors alliés ². L'existence du nucléaire tactique intégré à l'OTAN précède donc de quelques années la montée en puissance du nucléaire stratégique national. Cette situation révèle l'importance de la « filière nucléaire américaine », source de la transmission de connaissances dans la stratégie nucléaire, acquise par des officiers français au sein des

état-majors de l'OTAN, mais aussi son influence dans la mise sur pied d'escadrons tactiques et stratégiques à vocation nucléaire. Ainsi, pendant quelques années, se côtoient en France : bombes atomiques tactiques et nucléaire stratégique ; intégration à l'OTAN et indépendance nationale ; « *représailles massives* » et « *riposte graduée* ».

Les « *représailles massives* » en Europe

- 3 L'orientation vers l'utilisation d'armes nucléaires sur le champ de bataille provient de l'échec d'une défense exclusivement composée d'armements conventionnels pour faire face à la menace d'une offensive soviétique. En effet, en février 1952, la conférence de l'Alliance atlantique décide à Lisbonne de mettre en place des plans très ambitieux pour la défense de l'Europe. Ces plans prévoient la mise sur pied de plusieurs dizaines de divisions et de milliers d'avions afin de contrebalancer l'énorme machine militaire soviétique. Cependant, malgré les efforts entrepris par l'industrie, ces plans de réarmements se révèlent irréalistes. Ainsi, en janvier 1954, John Foster Dulles, secrétaire d'État américain déclare amèrement qu'« *il n'y a pas de défense qui soit en mesure de contenir les imposantes forces terrestres du monde communiste. Nous devons dissuader l'agresseur en ayant les possibilités de mener contre lui des représailles massives et immédiates* »³. Le général Lauris Norstad, adjoint du général Alfred Gruenther, commandant suprême allié en Europe (SACEUR), soutient alors la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie pour l'OTAN en Europe qui prenne en compte l'existence de bombes nucléaires soviétiques. Pour accomplir cette démarche intellectuelle, il nomme dès le mois d'août 1953 plusieurs officiers qui forment le « *New Approach Group* ». Ce groupe de recherche est composé de quatre « *hot colonels* », les Américains Richardson, Goodpaster, l'Anglais Mac Donald et le Français Gallois. Le Conseil atlantique autorise alors le grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) à « *établir des plans et à faire des préparatifs en se basant sur l'hypothèse suivant laquelle les armes atomiques et thermonucléaires seront utilisées pour la défense dès le début d'une guerre* »⁴. L'OTAN considère ainsi que « *la supériorité en armes atomiques et en possibilités de les lancer sera le facteur le plus important pour une guerre majeure* »⁵.
- 4 Ainsi, alors que les plans grandioses de l'OTAN se sont révélés financièrement irréalisables, les « *hots colonels* » établissent une stratégie révolutionnaire. Ils proposent que la défense soit assurée par des unités d'intervention extrêmement légères dotées d'armements nucléaires. Par leur mobilité et leur puissance de feu, elles doivent répondre instantanément à l'attaque soviétique par une contre-attaque nucléaire massive. Le facteur temps est alors décisif. Il est donc nécessaire d'établir des plans et de faire des préparatifs en se basant sur l'hypothèse suivant laquelle les armes atomiques et thermonucléaires seront utilisées pour la défense dès le début d'une guerre. Les conclusions du *New Approach Group* sont adoptées par le comité militaire de l'OTAN en novembre 1954. La stratégie est désignée sous le nom de « *représailles massives* » car, dès le premier signe d'hostilité ennemie, les alliés déclencheront tous leurs feux nucléaires sur les forces adverses. Une des plus importantes conclusions de cette étude est la nécessité d'un rapprochement encore plus étroit entre des forces nationales au sein de l'OTAN imposé par l'intégration d'unités nucléaires.

L'orientation vers le nucléaire tactique dans les forces aériennes

- 5 Dans les années 1950, si la doctrine des « *représailles massives* » est acceptée, la plupart de ses recommandations ne sont pas matérialisées dans les faits. Pas plus la composition des forces armées, que leur structure, leur doctrine d'emploi, l'entraînement de leur personnel, ou l'organisation du commandement ne sont encore adaptés aux conditions de mise en œuvre imposées par le nouveau concept. Pourtant, avant de recevoir les armes nucléaires tactiques américaines, les forces aériennes tactiques ont dû s'adapter aux nouvelles conditions de guerre en ambiance atomique par l'application des directives de l'OTAN.
- 6 À partir de 1954, les FATAc participent aux côtés de l'ensemble des forces aériennes alliées à la contre-offensive atomique. Mais leur rôle est cantonné « *aux actions de soutien de l'effort principal* », ce que déplore le général Stehlin, commandant des FATAc, pour qui, « *leur importance correspond mal à l'idée que [les chefs militaires français se] form[ent] de la position de la France dans l'Alliance et en Europe et influence le moral des équipages qui les effectuent* »⁶. En effet, depuis l'adoption du MC 48, les hauts responsables de l'armée de l'Air, les généraux Bailly, Valin et Stehlin, font appel aux autorités américaines de nombreuses fois pour équiper les unités tactiques de bombes nucléaires américaines⁷. L'armée de l'Air, consciente du prestige et des bénéfices qu'elle peut tirer du nucléaire tactique américain, se lance avec enthousiasme dans ce choix et la maîtrise de cette technologie.
- 7 Le passage des unités françaises à la qualification « *strike* », à l'initiative des Américains au début des années 1960, impose aux FATAc un effort important d'enseignement et de mise aux normes auprès de ses escadres afin d'acquérir la qualification nucléaire. Elle nécessite de la part des officiers, des pilotes, des mécaniciens une grande rigueur, un professionnalisme et une très haute qualification. La « culture nucléaire », avec ses procédures particulières, s'installe alors dans l'armée de l'Air. Les questions relatives à l'emploi de l'arme nucléaire par le pilote, de la préparation et l'exécution des missions correspondantes, aux chargements des armes spéciales et à la sécurité technique afférente sont traités dans un document transmis par l'OTAN⁸. Les pilotes et les mécaniciens doivent recevoir un entraînement spécial au centre NBC sur la base de Cazaux et maîtriser une épaisse documentation⁹. Une étroite collaboration entre les services de renseignements français et américains¹⁰, doublée de mesures de protection du secret strictes, se noue afin de partager la connaissance des ordres de bataille soviétiques et d'adapter au mieux les objectifs de missions des escadrons de F-100.
- 8 La mise sur pied des escadrons pour réaliser cette mission passe par plusieurs étapes : la prise d'alerte opérationnelle effectuée en 1957 suivit deux ans plus tard de transformations sur le chasseur-bombardier F-100, seul chasseur capable de transporter l'arme atomique et enfin la résolution de la question de la transmission de l'ordre de l'ouverture du feu nucléaire.
- 9 La question délicate du stockage des bombes américaines est résolue par l'installation des escadrons français dévolus au nucléaire tactique en Allemagne sur les bases de Lahr et Bremgarten. Les forces américaines ont la garde des armes nucléaires. Elles « ne

remettront d'armes nucléaires américaines à l'Armée de l'Air française qu'en conformité avec les plans de défense de l'OTAN, les instructions du SACEUR ». Les procédures nationales américaines de contrôle sont très rigoureuses. La frontière entre les forces nucléaires tactiques intégrées à l'OTAN et les forces stratégiques nationales est définitivement tracée. Finalement, une quinzaine de bombes atomiques tactiques MK 28 et MK 43 est livrée sur chaque base entre le 22 et le 26 avril 1963 ¹¹.

- 10 La transmission de l'ordre opérationnel le long de la chaîne de décision américaine et en coordination avec le chef d'État français, bien que technique, est d'abord une question politique. La décision américaine doit être confirmée par le chef d'État français. Lors du Conseil de défense du 7 mars 1963, de Gaulle établit le principe selon lequel « dans l'hypothèse où les forces soviétiques prononceraient une attaque nucléaire inopinée sur le Théâtre d'opération Centre Europe, il faut que la riposte puisse être immédiate. En conséquence, le général Chef d'État-Major des Armées recevra délégation du Président de la République pour autoriser l'engagement des forces françaises dotées d'armes atomiques et affectées au commandement suprême allié en Europe (...) » ¹².

La transmission du savoir-faire en matière nucléaire des forces aériennes intégrées aux forces aériennes stratégiques

- 11 En mai 1964, le général Marie, commandant des forces aériennes stratégiques (FAS) est remplacé par le général Philippe Maurin, ancien commandant des forces aériennes tactiques (FATAC) et chef d'état-major de l'armée de l'Air en 1967. La mutation du général Maurin du commandement des FATAC au commandant des FAS marque la transmission d'un savoir-faire en matière nucléaire des forces aériennes tactiques intégrées aux forces aériennes stratégiques, gardiennes de l'intérêt national. Le général Maurin avait supervisé toute la transformation des escadrons aériens tactiques à vocation nucléaire. Il avait déjà mis en œuvre des bombes atomiques, fussent-elles américaines, et connaissait parfaitement les problèmes de sécurité technique, d'emploi et en l'air. Le général Capillon, ancien pilote de F-100 et chef d'état-major de l'armée de l'Air de 1982 à 1984, affirme que « les FAS sont venues [aux FATAC] pour piocher tout ce qui est à piocher dans la procédure, la méthodologie, l'organisation, etc. » ¹³
- 12 Les FAS sont soumis, pour leur préparation maximale, à des exercices comparables aux « missions équivalentes » des F-100. Mission de pénétration lointaine à haute et basse altitude, prise de l'alerte, pilotes très qualifiés, sécurité et sûreté des charges nucléaires, transmission des ordres sécurisés, nombreux sont les points mis en place dans les unités nucléaires tactiques et qui le seront seulement un an plus tard dans les FAS. Cette transmission de savoir et de savoir-faire permet une mise sur pied opérationnelle très rapide des forces aériennes stratégiques. Ce délai restreint est alors considéré comme fondamental par le pouvoir politique afin d'obtenir au plus vite les instruments de sa puissance.

Une stratégie nationale ou calquée sur l'OTAN ?

- 13 L'existence parallèle de la mission nucléaire de la FATAC intégrée à l'OTAN et de la mission de dissuasion nationale des FAS nécessite une réflexion sur leur doctrine

d'emploi. Par ailleurs, suite aux crises de Berlin en 1961 et de Cuba en 1962, Robert Mc Namara, secrétaire d'État à la défense américain, développe le concept de « *riposte graduée* ». Cette doctrine consiste à répondre à l'offensive ennemie avec les mêmes armes. La sécurité de l'Europe n'est plus automatiquement garantie par la puissance stratégique américaine, mais par les forces nucléaires tactiques et forces conventionnelles intégrés à l'OTAN. Ce bouleversement doctrinal entraîne de profondes réflexions en France où les forces nucléaires nationales arrivent à maturité.

- 14 La France, estime l'état-major de l'armée de l'Air (EMAA) à la fin de l'année 1962, se montre alors « *hostile à toute forme d'intégration quant à la participation des moyens atomiques nationaux [les FAS] à la force intermédiaire tactico-stratégique [forces nucléaires tactiques] commandée par l'OTAN* »¹⁴, tout en laissant planer la supposition d'une forme de coopération dans ce domaine. Mais, dans le même temps, selon l'EMAA, le gouvernement serait favorable « *à la riposte graduée, à la constitution d'une force intermédiaire tactico-stratégique nucléaire, au barrage atomique* », et enfin « *à la délégation d'emploi au SACEUR des moyens atomiques de faible puissance* ».
- 15 Les chefs de l'armée de l'Air pensent qu'il est possible de concilier les deux types de forces nucléaires, stratégique et tactique. Ils justifient la position paradoxale de la stratégie française, en cette année charnière, entre son intégration à l'OTAN et sa volonté de détenir les clés de sa souveraineté nationale. Mais, ils semblent aussi vouloir se réserver le maximum d'options militaires ouvertes. Le général de Gaulle tranche finalement en faveur de l'indépendance nationale et de la sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Ainsi les « *représailles massives* », qui constituèrent le cadre d'emploi du nucléaire tactique dans l'OTAN dans les années 1950, sont réemployées des années plus tard par la France à son profit comme modèle de dissuasion nationale assurée par les forces aériennes stratégiques. Cette autonomie stratégique française s'oppose alors à la diffusion de la « *riposte graduée* » au sein de l'OTAN. C'est seulement après la désolidarisation politique et non plus uniquement stratégique entre la France et l'OTAN que l'Alliance atlantique peut alors adopter officiellement, en 1967, la nouvelle doctrine américaine à laquelle ne voulait pas adhérer la France.

Conclusion

- 16 L'intégration à l'OTAN des escadrons français armés de bombes nucléaires tactiques américaines dévoile un autre pan des rapports politiques complexes entre la France et les États-Unis : une relation ambiguë entre l'élaboration de la stratégie de dissuasion nationale et l'adhésion de la France aux plans de défense nucléaires de l'OTAN. Au début des années 1960, les relations entre Paris et Washington sont faites d'aléas, dont l'un des graves désaccords concerne le nucléaire stratégique français tant sur le plan politique et stratégique que sur le plan technologique¹⁵. Si de nombreuses réticences du côté américain sont apparues face à la volonté d'émancipation de la France, le président Kennedy a permis la vente des indispensables avions ravitailleurs ainsi que la transmission de l'expérience du nucléaire tactique. La mise en œuvre du bombardement atomique tactique a agit comme un puissant accélérateur de la constitution des forces aériennes stratégiques françaises. Cette démarche paraît très insolite au regard de la politique de souveraineté de la France impulsée par le général de Gaulle, mais elle révèle tout le réalisme dont le chef de l'État a fait preuve afin d'accomplir ses buts politiques. Conscient des enjeux et des contraintes de l'intégration dans le système de dissuasion

américain, il n'a pas voulu s'exclure *a priori* de solutions politiques. Au contraire, Charles de Gaulle a préféré exploiter au maximum les possibilités offertes par l'Alliance atlantique jusqu'à ce que les moyens de l'indépendance nationale soient opérationnels.

NOTES

1. SOUTOU (G.-H.), « Les accords de 1957-1958, vers une communauté stratégique et nucléaire entre la France, l'Allemagne et l'Italie? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, avril-juin 1993, n° 31, p. 1-13.
2. POILBOUT (A.), *Les Forces aériennes tactiques intégrées à l'OTAN et leurs incidences sur la politique et la stratégie françaises de 1946 à 1966*, mémoire de master 2 d'histoire, université Paris IV-Sorbonne, 2005-2007. Prix armée de l'Air 2008.
3. GALLOIS (P.), *Le sablier du siècle*, éd. L'Age d'Homme, Lausanne, 1999.
4. Ministère des Affaires étrangères, note de la direction politique « guerre atomique », le 13 décembre 1954.
5. Archives OTAN, MC 48, 22 novembre 1954.
6. SHD/AI, 0 E 4048, lettre du général Stehlin, CEMAA au ministre des Armées, n° 22/EMAA/3/OP/TS, le 27 janvier 1962.
7. FACON (P.), *Histoire de l'armée de l'Air*, La Documentation française, Paris, 2009, p. 359-362.
8. Directive 1 104/1°CATAC/PLN/FA/NS du 12 octobre 1962.
9. SHD/AI, 3 E 2449, demande de documentation et d'autorisation spéciale pour les personnels destinés à recevoir l'instruction atomique dans les brigades de F 100, n° 242/EMAA/BEG/N/S, n° 1385/EMAA/BCCCA/N/S, le 18 juillet 1962.
10. SHD/GR, interview du général Christian Gueguen (1933), n° 746, bande 3, 1995.
11. SHD/AI, 3 E 2 447, message 19 avril n° 3 788/182 015 Z, n° 79/1 CATAC/PLN/FA/TS.
12. SHD/AI, 3 E 2447, extraits des décisions prises en Conseil de défense du 7 mars 1963 sur la mise en œuvre par les forces françaises d'armes atomiques d'origine américaine, n° 356/EMAA/BEG/TS, le 12 mars 1963.
13. SHD/GR, 7 K, général de l'armée de l'Air Bernard Capillon (1929-1993), n° 480, 1987.
14. SHD/AI, 0 E 4081, les positions connues ou supposées des puissances sur des questions nucléaires, décembre 1962.
15. En vertu de l'« Atomic Energy Act » ou loi Mac Mahon, adopté par le Congrès américain en 1946, amendée en 1954 et donc rendue plus souple, il était strictement interdit de transmettre aux autres puissances, même alliée, toute information sensible concernant le développement de l'énergie ou d'armes nucléaires.

RÉSUMÉS

Entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, la France affirme sa volonté d'exercer pleinement sa souveraineté et son indépendance sur le plan des relations internationales. Dans un contexte de guerre froide où politique et stratégie s'entremêlent, l'arme nucléaire apparaît comme le seul moyen pour acquérir une pleine autonomie de décision. Seulement, cette politique est en contradiction avec son adhésion au commandement intégré de l'OTAN. Par un mouvement paradoxal, la France se rapproche de l'OTAN en déployant des armes nucléaires fournies par les Américains et destinées au théâtre d'opérations et en soutenant par-là même la stratégie alliée. Or, toutes ces connaissances théoriques, opérationnelles et techniques, apprises auprès des Américains pour la mise en place du nucléaire tactique intégré, serviront directement à la construction du nucléaire stratégique français, gage de l'indépendance nationale et qui aboutit à la sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966.

What nuclear strategy for France? The air force and tactical nuclear integration into NATO (1962-1966)
Between the late 1950s and early 1960s, France maintained its commitment to fully exercise its sovereignty and independence in international relations. In the context of the Cold War where policy and strategy were intertwined, nuclear weapons appeared to be the only way to gain full autonomy of decision. Yet this policy contradicted its adherence to NATO's integrated command. In a paradoxical movement, France moved closer to NATO by deploying nuclear weapons provided by the Americans and intended for the theater, thereby supporting Allied strategy. But all this theoretical knowledge, operational and technical, gained from the Americans for the fielding of integrated tactical nuclear [systems], contributed directly to the development of French nuclear strategy, a guarantee of national independence that led to the exit from the integrated NATO command in 1966.

INDEX

Mots-clés : armée de l'Air, doctrine, nucléaire, OTAN

AUTEUR

AURÉLIEN POILBOUT

Officier enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'Air, il est actuellement doctorant en histoire militaire et études de défense à l'université Montpellier III-Paul-Valéry et prépare une thèse sur les interventions extérieures de l'armée de l'Air. Il a reçu le prix « Armée de l'Air » en 2008 pour son mémoire de master sur : *Les forces aériennes tactiques intégrées dans l'OTAN et leurs incidences sur la politique et la stratégie françaises.*